

# Dossier

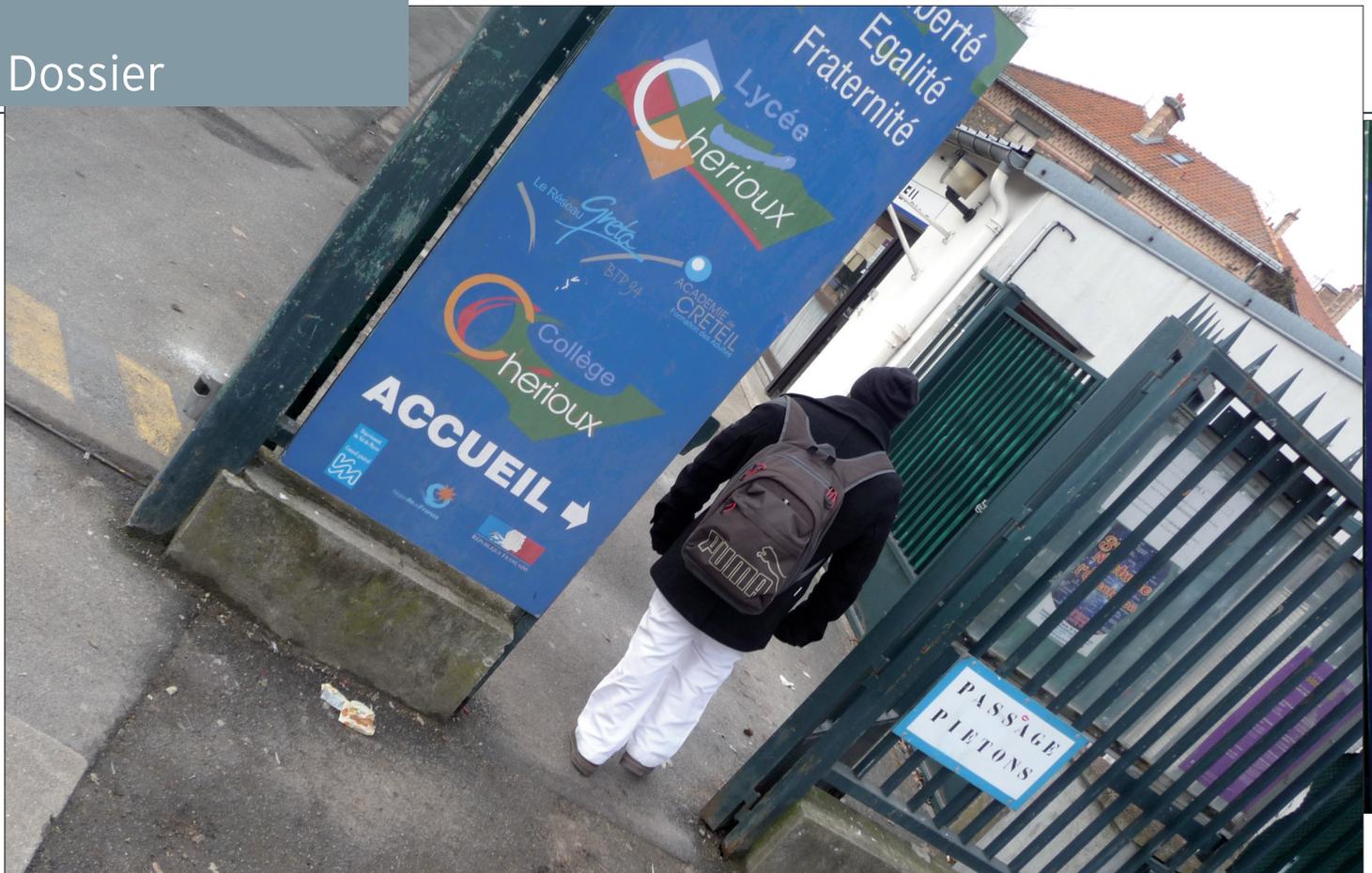


## Mon lycée

# Va craquer

**Les agressions d'élèves et de professeurs dans des établissements d'Île-de-France ont suscité la colère et la mobilisation dans les lycées. Comment les enseignants et les élèves analysent-ils les problèmes de violence à l'école? Quelles solutions préconisent-ils? Reportage dans le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis.**

**Dossier réalisé par Elsa Sabado**



I fait moins quinze degrés sous les fenêtres du ministère de l'Éducation nationale, ce matin du 9 février. Pourtant, une centaine de personnes emmitouflées stagnent devant les barrières, attendant le retour de la délégation qu'ils y ont envoyée. Pour se réchauffer, les élèves chantent leur version de « La Marseillaise ». L'heure est grave : lundi 2 février, une dizaine d'individus sont entrés dans le lycée Chérioux (Vitry, 94) pour agresser un élève de 3ème. Ça n'est pas la première fois que ce type d'incident a lieu : en décembre, les enseignants de ce lycée avaient envoyé une missive à leur rectorat, l'avertissant qu'au prochain incident de ce type, ils cesseraient le travail. Un adolescent, qui n'était pas inscrit au lycée, était entré dans une classe de philosophie, et avait frappé deux élèves, ainsi que l'enseignante qui avait tenté de s'interposer. Chose promise, chose due : début février, ils exercent leur droit de retrait (instauré en 1982, il permet à un salarié de cesser le travail s'il est menacé par un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé). Ils ne peuvent plus enseigner si leurs élèves ne sont pas en sécurité. M. Martin, professeur de français, explique qu'avant d'arriver à Chérioux, il a travaillé dans différents lycées de l'académie de Créteil (regroupant les départements 93, 94 et 77) : « si l'établissement est dur, il l'est moins que certains collèges du 93 », estime-t-il. Les professeurs comme les élèves veulent souligner la gravité des événements sans pour autant stigmatiser leur lycée.



Élèves et enseignants sont d'accord pour reconnaître qu'il y a des facteurs de violence extérieurs à l'école.

Retour sur les lieux de l'incident. Du métro, une navette emprunte la RN 37 jusqu'à l'entrée du lycée. Dans cette ville mi-banlieusarde, mi-provinciale on passe aux abords de petites cités résidentielles, puis on traverse une zone commerciale et industrielle. Une cloison de ciment bouche l'horizon, et empêche de voir ce qui se passe de l'autre côté, à l'intérieur du parc Chérioux, où se trouve le lycée. Autour d'un café, dans le seul endroit où professeurs et élèves peuvent se

**Les élèves se sentent isolés. Qui dit isolement dit dépression ou violence ou les deux.**

détendre à proximité de l'établissement, Gregory Calderero, professeur d'Arts appliqués, exprime son inquiétude : « Il y a déjà eu des agressions, mais avec l'apparition

d'armes blanches et d'armes à feu, la tension a monté d'un cran. » Christian Olivier, enseignant et syndicaliste, témoigne : « Si les faits graves restent l'exception, les incivilités sont quotidiennes, envers les élèves comme envers les professeurs. » Josette Alexandre, professeur d'anglais à Chérioux depuis 18 ans,



## Les Équipes mobiles de sécurité

Les EMS ont pour mission d'assurer la sécurisation des établissements scolaires. Pilotées par un inspecteur d'académie et un commissaire de police, elles sont divisées en deux « modules ». Le premier, « éducatif », est composé de 5 enseignants, d'éducateurs et d'une psychologue clinicienne. Ils interviennent ponctuellement. Le second, « sécuritaire », est composé de 5 agents de « paix scolaire » qui interviennent dans le domaine de la sécurité et de la protection des personnes. Le point de vue de Raphaël Giromini, professeur de mathématiques et responsable du SNES au lycée Le Corbusier, à Aubervilliers (93) :

« Cette mesure privilégie le répressif sur l'éducatif. Le gouvernement postule que les élèves seraient des délinquants qu'il serait impossible d'éduquer. La première des conditions pour remédier à ce problème serait l'augmentation du nombre des éducateurs au sens large. Cela permettrait aussi de prendre plus de temps pour dialoguer avec les élèves, pour qu'ils se sentent pris en compte par l'institution scolaire. Dans la ville où j'enseigne, nous disposons d'un médecin scolaire pour 13 000 enfants et adolescents scolarisés. Il n'existe pas de solutions viables avec si peu de moyens. » ■

raconte d'une voix tendue : « Parfois, un jeune entre dans ma salle, prétendant être un nouvel élève, et met le chantier dans la classe. Les coups dans les portes sont incessants. Certains élèves sont en permanence dans la provocation et la surenchère. » Cédric Noël, élève en terminale de CAP horticulture, raconte : « La dernière fois, une serre a été saccagée, pour rien. » Gaëtan Job, 18 ans, en bac pro microtechnique et Kaina Elbouzkraoui, 18 ans, terminale S, acquiescent. Si la jeune fille affirme vivre sa scolarité avec un sentiment de peur, le garçon a plutôt tendance à dédramatiser.

**DÉPRESSION.** À 20 km de là (soit une heure et quart de transports), le collège Jean-Pierre Timbaud à Bobigny (Seine-Saint-Denis), coincé entre deux autoroutes, l'A3 et l'A86. Ici aussi, les professeurs ont cessé d'enseigner : Warda, leur collègue assistante d'éducation, a pris un coup-de-poing alors qu'elle empêchait deux jeunes d'entrer dans le collège, à la grille. Lorsqu'ils ont téléphoné au recteur, celui-

ci leur a répondu que ça n'était pas de sa compétence, parce que les faits avaient eu lieu devant, et non dans le collège. Il est 9 heures ce mercredi, quelques collégiennes attendent, en vain, le début des cours. Avec une once d'excitation dans la voix, elles racontent : « Dans ma classe, il y en a un qui n'aime pas les gens, il se bat pour n'importe quoi. Une de nos professeurs est dépressive, elle pleure tout le temps et elle ne lui dit rien parce qu'elle a peur de lui. Une autre fois, deux filles se sont balancé toute leur trousse à la figure. » Le silence se fait lorsqu'une de leurs enseignantes sort. Les filles s'enfoncent dans leur capuche. Suzanne Cau Nagusewski est professeur de lettres modernes depuis trois ans au collège Timbaud. Pour elle, l'institution est en partie responsable de la violence. « Ce genre de problèmes arrive quand on ferme les classes relais pour les élèves en très grande difficulté, et qu'ils ont le choix d'al-

ler étudier à 10 km de là ou de pourrir au fond d'une classe qui ne leur est pas adaptée. Alors les élèves sont isolés, et qui dit isolement dit dépression, ou violence, ou les deux. Je ne peux même pas savoir si j'ai des élèves en dépression : infirmière, psychologue et médecin scolaire sont sur plusieurs établissements en même temps, ils sont débordés, et nous n'avons pas le temps de faire le bilan ensemble. »

**SPIRALE INFERNALE.** Son collègue d'éducation physique et sportive, Marc Philippot, constate que la violence se retourne contre l'institution : « Les élèves sèchent les cours, ne respectent pas les règles de vie, ont des comportements agressifs contre les profs, contre les élèves, contre les locaux : en décembre, le bureau de la conseillère principale d'éducation a été incendié. » S'il ne justifie pas ces actes, il les comprend : « On donne aux élèves des objectifs qu'ils n'ont pas les moyens d'atteindre. Alors, c'est la spirale infernale. » Yentl, une vingtaine d'années, est surveillante. Mais elle est aussi étudiante en sociologie : « Nous n'avons pas le même statut que les professeurs : les élèves nous tutoient, nous sommes souvent plus proches d'eux. Il y a deux types de bagarre, celle "pour rigoler" et la vraie. Dans cette dernière, nous sommes souvent en première ligne. » Elle a établi une sorte de calendrier : « Le jeudi, c'est jour de bagarre, le week-end approche et ils commencent à régler leurs comptes. Quand les vacances arrivent aussi, parce que les gamins sont crevés. » L'équation est simple : plus les personnels sont fatigués, et donc moins vigilants, plus les élèves sentent qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent et dépasser les limites qu'ils respectent habituellement.

D'où vient cette violence ? Chacun a son idée. Selon Cédric, elle vient souvent des élèves issus de milieux défavorisés, et dont l'exclusion et le rejet du système scolaire fondent l'identité. Gaëtan proteste : « Ça touche tout le monde. Le problème, c'est le modèle américain qui est importé en France, un peu comme dans Bowling for Columbine<sup>(1)</sup>. » Autre élément à prendre en compte : la carte scolaire, qui attribuait à chaque élève un lycée selon son secteur d'habitation, et qui a été supprimée en 2009. Ce changement devait promouvoir l'égalité des chances et la diversité. Mais pour les professeurs, cette mesure « transforme Chérioux en "lycée poubelle". Les quelques élèves qui tiraient avant le niveau vers le haut peuvent aller dans les lycées plus réputés, et les élèves qui restent au lycée ne

« Le jeudi, c'est jour de bagarre, le week-end approche et ils commencent à régler leurs comptes. »



DR Le personnel du lycée Chérioux réclamait des surveillants pour limiter la violence.

*l'ont pas choisi.* » Au fond, tous sont d'accord pour pointer des causes extérieures au lycée: pauvreté, chômage, exclusion...

Si les professeurs font aujourd'hui monter la pression, c'est parce qu'ils pensent que les facteurs de cette violence sont aggravés par les suppressions de postes. Les enseignants de Chérioux insistent sur la « *situation locale* »: lorsqu'on pénètre dans le parc départemental, on comprend. En fait, sur ce domaine de 36 hectares, il y a quelques bâtiments de briques qui abritent le lycée, et ceux du conseil général, de l'orphelinat, de l'IUT. L'ensemble est entouré d'une immense étendue de pelouse, composant un paysage de « collège » britannique.

Difficile dans ces conditions de quadriller la zone du lycée et de surveiller les 1 500 élèves avec 11 surveillants. À la question de l'organisation soulevée par le ministère, les enseignants répondent sur la quantité de personnel: ils réclament le doublement du nombre d'assistants d'éducation. On leur propose des médiateurs scolaires. Or si le contrat d'un surveillant compte 38 heures par semaine, renouvelable tous les ans à six reprises, celui des médiateurs scolaires est de 20 heures par semaine et dure six mois, renouvelable une seule fois. Leurs missions diffèrent: les médiateurs s'occupent de l'absentéisme, les surveillants sont polyvalents.

**EFFECTIFS.** M. Rohou, professeur de mathématiques, est débordé: « *Alors même que les effectifs augmentent, on ferme des classes. Résultat: on est passé de classes de 20 à 30 élèves et on a perdu la moitié des effectifs de surveillance en dix ans.* » « *Et à côté de cela, enchaîne M. Gorin, on est classé zone sensible, zone d'éduca-*

*tion prioritaire et zone prévention violence.* » Le mal des professeurs, c'est aussi le mépris dont ils se sentent victimes. Lors de l'agression de Bobigny, le recteur avait donné rendez-vous aux enseignants huit jours après les faits. Et au dernier moment, ils ont appris qu'ils ne rencontreraient que des agents du ministère sans réel pouvoir de décision. Ceux de Vitry sont passés d'institution en institution sans qu'on leur propose grand-chose. 11 500 en 2008, 13 500 en 2009, 16 000 en 2010: ce sont les chiffres des suppressions de postes

dans l'Éducation nationale. « *On fait croire que 50 000 personnes ne servent à rien. La multiplication de petits contrats précaires, la réforme de la formation des professeurs,*

*tout cela dévalorise notre travail, poursuit Marc Philippot. On envoie devant des classes parfois dures des petits jeunes sans aucune formation. Être enseignant, ça s'apprend, c'est un métier.* » Suzanne Cau Nagusewski raconte le parcours du combattant du jeune prof: « *Lorsqu'on obtient le CAPES, on est souvent envoyé dans des académies qui ne sont pas les nôtres. On est nommé dans des lycées différents: on a du mal à s'intégrer dans les équipes de profs, on est TZR (remplaçants à l'année), avec le pire emploi du temps possible. Les inspecteurs d'académie sont chargés de nous accompagner sur le plan pédagogique. Je n'en ai jamais vu la couleur. Dans ce collège, nous sommes un quart de contrats précaires (TZR, contractuels, non-titulaires du poste, NDLR). À l'IUFM, j'ai eu une demi-heure de formation sur la psychologie adolescente. Depuis, plus rien: TZR, je ne suis pas au courant des formations, et les places sont chères car les professeurs sont très demandeurs de ces*

*formations, ce qui révèle d'ailleurs un certain désarroi.* »

**SÉCURITÉ.** Depuis les événements de Chérioux, aucun étranger au lycée ne peut pénétrer l'enceinte du parc départemental qui abrite l'établissement. Il est gardé par de nouveaux cerbères: les EMS (Équipes mobiles de sécurité). Alors que nous discutons avec les enseignants, devant le lycée, un homme vient à notre rencontre et se présente: « *Bernard Claux, inspecteur d'Académie chargé de coordonner la nouvelle brigade des lycées.* » M. Martin, en verve, l'interpelle: « *Vous arrivez après la bataille!* » Fébrile, il nous explique sa mission, insistant fortement sur le fait que les EMS ne se substituent pas aux personnels éducatifs, qu'ils sont là pour répondre à d'autres besoins. Les professeurs de Bobigny, eux, ont refusé ce service. Du côté des élèves, Cédric et Gaëtan ne veulent pas d'un lycée prison. Jérémie Buttin, professeur d'arts appliqués, prend le temps de réfléchir à la question et de mettre des mots sur son malaise: « *Il y a une différence entre sûreté et sécurité, explique-t-il en relisant ses photocopies. La sécurité revient à protéger une partie de la société contre les différents risques sociaux. Ça contribue à monter une catégorie contre l'autre. La sûreté, au contraire, cela consiste à instaurer un climat de confiance, un sentiment de protection. J'entends que l'on veut « sanctuariser » le lycée. En tant que professeur de design dans l'espace, je dis qu'un sanctuaire est un lieu fermé, secret, coupé d'un environnement hostile. Pour moi il faut laisser circuler l'intelligence, la société doit pouvoir régénérer l'intelligence produite par l'école.* »

1. Le film de Michael Moore tentait d'expliquer pourquoi en 1999, aux États-Unis, un jeune garçon était rentré dans son lycée et avait tiré au fusil sur ses camarades, provoquant 13 victimes.

**Entretien.** Éric Debarbieux est sociologue et directeur de l'Observatoire international de la violence en milieu scolaire. Il décrypte les évolutions de ce phénomène et préconise des solutions humaines plutôt que techniques.

## “Les élèves se sentent mal-aimés”

La mort d'un élève au lycée Darius-Milhaud, au Kremlin-Bicêtre (94), relance le débat sur la violence à l'école.



Photos DR



### Peut-on mesurer la violence en milieu scolaire ?

Nous manquons de données fiables : d'une part, les outils qui l'évaluent ont changé, ce qui empêche d'avoir le recul nécessaire pour analyser des évolutions. Les enquêtes menées par l'Observatoire international de la violence en milieu scolaire dépendent des aléas des financements publics. D'autre part, les violences sont difficiles à évaluer dans la mesure où la plupart d'entre elles restent cachées : il est difficile pour ceux qui en sont victimes de le révéler.

### Y a-t-il une augmentation de la violence en milieu scolaire ces dernières années ?

L'augmentation de la violence n'est pas globale, elle s'est concentrée dans



10 % des établissements scolaires. Depuis 1997, la violence a changé de nature, elle est devenue plus collective. Dans 95 % des cas, les responsables de cette violence relèvent de l'établissement. On observe une augmentation des violences anti-institutionnelles. La violence envers les enseignants augmente de 8 % par an depuis 2001. Il y a donc un accroissement de la délinquance d'exclusion. Les plus isolés en sont les premières victimes.

### Quelles sont les causes de cette violence ?

Elles ont un lien direct avec l'exclusion sociale. Mais il existe aussi des causes internes au système scolaire. On constate un problème de stabilité des équipes enseignantes. Le système français affecte

te dans les établissements les plus difficiles les enseignants les plus jeunes, qui les quittent dès qu'ils le peuvent. Il y a une forte rotation des enseignants, qui au bout du compte connaissent moins les failles de leur lycée que les élèves eux-mêmes. Se sentant mal aimés, les élèves « se vengent ».

### Les professeurs savent-ils gérer cette violence ?

Ils ne maîtrisent pas les techniques de gestion de groupe. La stabilité et la formation des enseignants sont des conditions *sine qua non* à la réussite des politiques publiques dans ce domaine. Or, la réforme concernant la formation des

“Les portiques et les fouilles renforcent le sentiment d'humiliation des élèves.”

professeurs va à l'encontre de ces objectifs, car elle supprime le peu de formation consacrée à la gestion de la violence qui existait dans les IUFM.

### Peut-on imputer la violence des élèves à l'institution elle-même ?

L'institution a des responsabilités : le mépris social provoque des troubles. Elle manque aussi de réflexion sur l'usage et l'efficacité des sanctions. Par ailleurs, la formation des enseignants ne comporte pas la question de la prise en compte de l'individu. Or cette dimension est au moins aussi importante que celle de la transmission de la discipline elle-même. Le problème est le même pour les professeurs. Une étu-

de a été réalisée au Canada : un meilleur accueil des enseignants permet de réduire de moitié les violences.

### Que pensez-vous des solutions proposées par le gouvernement ?

Elles ne seront pas efficaces, et peut-être même nuisibles. Aux États-Unis, une enquête du FBI sur l'utilité des fouilles à l'école et des portiques électroniques démontre que ce type d'initiatives renforce le sentiment d'humiliation des élèves et de coupure avec l'institution. Plus l'établissement est clos, plus les violences sont fréquentes. Les solutions sont plus humaines que techniques : l'ouverture de l'école aux parents d'élèves et aux élèves est une piste qui permettrait de réduire la violence. Pour contrer la violence, il faut éviter la solitude, ce que l'on appelle « la disponibilité des cibles ». Plus un élève est isolé, plus il risque d'être victime et vice-versa.

### Les EMS (Équipes de sécurité mobiles) répondent-elles à ce problème ?

Je n'ai pas *d'a priori* : cette mesure devra être évaluée. Mais elle a un coût élevé, et peut être contre-productive. Ces équipes restent externes aux établissements, ce qui rend difficile le traitement de problèmes internes. Cela peut servir dans la mesure où l'équipe pédagogique est en crise. On envoie ces équipes dans l'urgence sans qu'elles aient les compétences requises pour remplir la mission qu'on leur assigne. Pour régler les problèmes de violence, il est nécessaire d'être très implanté, ce qui n'est pas par définition le cas des EMS. **Recueilli par E. S.**